

Fédération

Section de Loire-Atlantique

Syndicale

Abonnement annuel 2 euros

Unitaire

FSU 8 pl. de la Gare de l'État, case postale n°8, 44276-Nantes CEDEX 2 - tel : 02 40 35 96 55 - fax : 02 40 35 96 56

Site internet : <https://fsu44.fsu.fr> - e mail : fsu44@fsu.fr

Macron II : lutter contre les régressions programmées, travailler à des alternatives

C'est sans surprise que le début du second quinquennat d'E. Macron est marqué par des attaques contre le monde du travail. Le gouvernement d'E. Borne a remis en cause le principe même des 35 heures via la monétisation des jours de RTT. En poursuivant la défiscalisation des heures supplémentaires, il a repris le fameux dogme du « travailler plus pour gagner plus » de N. Sarkozy. Ces mesures sont prises au nom de la défense du pouvoir d'achat malmené en cette période de forte inflation. Le recours continu aux primes s'inscrit aussi dans cette logique. Mais toutes ces décisions court-termistes jouent contre la sécurité sociale et ses comptes. Elles s'accompagnent d'exonération de cotisations, d'exonération fiscale et de diminution de cotisations patronales. Ne soyons pas dupes de cette politique libérale : elle est toujours la prémisse à des remises en cause de nos conquies sociaux. En creusant artificiellement le déficit de la Sécu, le gouvernement va prochainement entonner le petit refrain des réformes douloureuses mais nécessaires dont celles des retraites et de la Sécu. L'ensemble des organisations syndicales a dénoncé la monétisation des RTT. Reste maintenant à organiser cette dénonciation en opposition unitaire à même de faire reculer le gouvernement.

Il en va de même pour la défense de l'assurance chômage dont le gouvernement annonce une énième réforme au prétexte qu'en cette période de plein emploi – dixit le ministre Dussopt – trop de privé·es d'emploi profitent d'un système encore trop généreux. C'est donc une nouvelle période de régressions sociales qui

Dispensé de timbrage

déposé le 22 septembre 2022

POUR 44

8 pl de la Gare de l'État
case postale n°8
44276-Nantes CEDEX 2



SOMMAIRE

- p 1-2 Édito
- p 2 En grève le 29 septembre !
- p 3 Rentrée scolaire en Loire-Atlantique
- p 4 Hommage à nos camarades

nous attend. Tout cela avec 89 député·es du Rassemblement National, jouant la normalité avec comme objectif clairement défini la présidentielle de 2027. Cette menace de l'Extrême droite n'est pas un leurre, elle est réelle et la combattre une nécessité.

Et dans le même temps, la planète subit le dérèglement climatique comme jamais auparavant. Aux mégafeux de Gironde, s'ajoutent une tempête meurtrière en Corse, une sécheresse historique, des décès de travailleur·euses sur leur lieu de travail... Les conclu-

sions du GIEC pour 2050 deviennent celles de 2040. La question de la transition écologique devient incontournable et le syndicalisme se doit de l'appréhender dans ses revendications et sa vision du monde du travail. Il est de notre responsabilité d'en faire un point central de nos actions, dans les instances paritaires, dans nos rencontres avec les collectivités territoriales...

Ce deuxième mandat de Macron s'annonce donc périlleux pour le syndicalisme de transformation sociale. En cette année d'élections professionnelles, la FSU doit porter son projet dans un cadre unitaire large. La journée de grève interprofessionnelle intersyndicale du 29 septembre est une étape de construction d'alternatives. La marche du 16 octobre peut en être une autre.

En appelant clairement à la grève le 29 septembre, la

FSU entend peser sur les débats en s'opposant aux régressions sociales. C'est pour cela qu'elle ne s'est pas rendue au Conseil National de la Refondation, vitrine du libéralisme du gouvernement dans laquelle les syndicats serviront de caution aux attaques à venir.



Nous ne pouvons conclure cet éditorial de rentrée sans avoir une pensée pour Bernard Colou, Gérard Roulic et Hélène Dejenne décédés cet été. Nos camarades, piliers de la création de la FSU dans notre département, ont marqué nombre de vies militantes. Soyons à la hauteur en cette période de leurs engagements syndicaux, sociaux et à leur vision d'une société égalitaire, juste.

Catherine TUCHAIS et Bernard VALIN

En grève le 29 septembre !

Pour la hausse des salaires et des pensions et l'amélioration des conditions de travail

La colère gronde en Europe occidentale. Les grèves se succèdent au Royaume-Uni, en Belgique, le mécontentement social grandit face à l'explosion des factures énergétiques. Ce constat de colère est partagé en France car les mesures gouvernementales annoncées sur le pouvoir d'achat, la transition écologique, les services publics ne sont pas à la hauteur de la situation.

En cette période de hausse de l'inflation, la revalorisation de 3,5 % de la valeur du point d'indice pour les fonctionnaires ne suffit pas et ce faible geste est marqué du sceau du mépris car l'urgence est d'augmenter l'ensemble des rémunérations de 10% au moins tout de suite pour préserver les conditions de vie de toutes. Pour les retraités, il s'agit de la même logique court-termiste et en deçà des réalités. La hausse de 4 % de revalorisation des pensions ne correspond pas à l'inflation et à la baisse de pouvoir d'achat subie ces dernières décennies.

Il est urgent que le gouvernement d'E. Borne abandonne son logiciel néolibéral et accepte que l'amélioration des conditions de vie des Français passe par des mesures fortes telles que la hausse des salaires, un réel partage des richesses, une autre politique fiscale. Il est urgent que les superprofits des multinationales du secteur énergétique soient taxés comme cela se passe dans de nombreux pays européens. La politique incantatoire du gouvernement est un échec total comme l'était précédem-

ment celle du ruissellement. Il est urgent, dans le cadre de justice sociale, de rétablir l'ISF, de remonter le taux de l'impôt sur la production et de taxer les dividendes.

Cette urgence, le gouvernement ne l'entend et préfère plutôt réformer une énième fois l'assurance chômage, toujours plus désastreuse pour les privé·es d'emploi et les travailleur·euses. Et pour bien comprendre que les salarié·es paieront la crise actuelle, il joue sa musique habituelle de réforme des retraites en exigeant de travailler plus longtemps.

Cette rentrée sociale est aussi marquée par la dégradation des conditions de travail dans tous les domaines : pénurie de chauffeur·euses de car, classes sans enseignant·es, secteurs en tension faute de main d'oeuvre, menaces toujours présentes sur des missions de services publics avec externalisation envisagée... Les mouvements sociaux se succèdent depuis le 1^{er} septembre : ATSEM, énergie, santé.

Cette grève du 29 septembre est l'occasion de regrouper tous les secteurs professionnels pour revendiquer une autre politique, un monde d'après de justice et de progrès sociaux. Elle doit s'inscrire dans la durée pour faire plier le gouvernement et envisager des suites dans un cadre syndical encore plus large.

Bernard VALIN

Rentrée scolaire de Septembre 2022 en Loire-Atlantique

Après un été qui a pourtant largement mis en lumière le manque de personnels dans l'Éducation Nationale (dans le 1^{er} comme le 2nd degré), les réalités de terrain démentent la communication officielle. La sérénité annoncée par la rectrice (comme le Ministre) ne correspond pas aux réalités vécues par les élèves et les personnels. On assiste à la poursuite du démantèlement du service public d'éducation. Le pilotage par l'évaluation, les injonctions paradoxales, la mise en concurrence des établissements, les effectifs toujours trop élevés, la grande diversité des élèves scolarisé·es (souvent sans moyens supplémentaires)... participent à la hausse des dégradations des conditions de travail des enseignant·es. L'augmentation salariale de 3,5% ne renforcera pas l'attractivité car elle est largement insuffisante et ne correspond ni à l'inflation élevée de ces derniers mois ni au rattrapage des salaires après des décennies de gel du point d'indice. Cette rentrée n'est donc pas sereine et ne se passe dans de bonnes conditions.

Dans le premier degré, suite au refus massif de temps partiels sur autorisation, des collègues envisagent la démission ou la rupture conventionnelle. Les répartitions que certain·es IEN ont voulu imposer en grande section CP et CE1 ont mis les équipes enseignantes sous pression en les obligeant à privilégier une logique mathématique au détriment d'une répartition pédagogique. A la veille de la rentrée, de nombreux et nombreuses collègues n'avaient pas leur affectation ou complément de temps partiel ajoutant une difficulté supplémentaire à la préparation de leur année scolaire (organisation pédagogique, communication avec les familles...). Si pour le premier degré, l'ouverture de la liste complémentaire a permis de ne pas recourir au recrutement de contractuel·les, ces dernier·es n'ont pas été prévenu·es qu'ils ne seraient pas réembauché·es. Les RASED (Réseau d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficulté) dans lesquels il manque des enseignant·es spécialisé·es resteront en l'état, dixit l'Inspectrice d'Académie. En clair, ils n'interviendront pas de l'année sur plusieurs écoles du département. Ce sont donc encore une fois, les élèves qui pâtiront de ce manque de moyens. Cette rentrée est donc loin d'être sereine et la situation pour l'ensemble des élèves et des personnels du 1^{er} degré s'est encore dégradée, comme l'a montré la mobilisation des ATSEM lundi 5 septembre sur l'ensemble du territoire.

Dans le second degré, la situation n'est pas meilleure. Plusieurs postes d'enseignant·es ne sont toujours pas pourvus mi-septembre. Sur 36% des établissements du département qui ont répondu à notre enquête de rentrée (39 sur les 109 que compte le 44), la moitié d'entre eux ont au moins un professeur manquant. Des élèves sont privé·es de maths, de technologie, de français, d'histoire-géographie, de musique, d'arts plastiques... Et, même pourvus au 1^{er} septembre, certains postes ne le sont déjà plus puisque des personnels non-titulaires ont renoncé, à

cause des conditions de travail dégradées. Cela montre que l'augmentation de la précarité dans l'Éducation Nationale n'est pas une solution ! Il manque également des assistant·es d'éducatrices (AED), ce qui fragilise les vies scolaires. Ces premiers éléments font craindre à la FSU que les remplacements de personnels en cours d'année ne soient plus difficiles que jamais et que les élèves des collèges et des lycées perdent de nouveaux des centaines d'heures de cours au détriment de leur formation scolaire et de leur orientation.

Et à tous les niveaux, il manque toujours des AESH et de nombreux·es élèves en situation de handicap n'ont pas d'accompagnement, allant parfois même jusqu'à reporter leur rentrée. Lors de l'audience de négociation préalable, la FSU a demandé un point sur l'ASH en rappelant que l'inclusion sans moyen a mobilisé les collègues et les familles en décembre 2021, mobilisation qui a débouché sur une grève très largement majoritaire en janvier. Les chiffres d'avant les vacances (qui devront sans doute être revus à la hausse) sont : 412 élèves en attente d'une place en institut ou établissement médicalisé. Sur ces 412, 123 sont en ULIS bloquant de fait ces places pour des élèves qui devraient y être, les autres sont en classe ordinaire. Dans le 44, comme dans les autres départements, l'école inclusive a atteint et dépassé ses limites engendrant souffrance chez les élèves, les familles et les personnels.

Dans l'enseignement supérieur, ce que l'on peut d'ores et déjà signaler est que l'INSPE de Nantes est dans une situation financière compliquée puisque le dernier Conseil d'Administration a voté un budget en déficit, en raison, notamment, d'une dotation budgétaire de l'État insuffisante. Il manque donc des personnels pour ouvrir la totalité de la formation des professeurs des écoles. Concrètement, la formation va être partiellement ouverte et les autres cours ne seront pour l'instant pas assurés faute de moyens. La formation est donc bâclée, et en bout de course ce sont les élèves qui en feront les frais.

Au-delà des réalités vécues par les élèves et les personnels, la FSU de Loire-Atlantique réitère sa demande de transparence de la part de l'administration de l'Éducation Nationale au moyen d'une publication régulière des moyens manquants dans le département et dans l'académie (postes non pourvus, remplacements non assurés).

Face à ce constat alarmant pour les personnels de l'Éducation nationale et les élèves, la FSU de Loire-Atlantique appelle les personnels à rejoindre les initiatives locales de l'intersyndicale départementale et à participer massivement à la grève interprofessionnelle du 29 septembre 2022.

Céline PELLA et Annabel CATTONI
(actualisation des communiqués de la FSU44)

Hommage à nos camarades



Gérard Roulic n'est plus et c'est un pan de la mémoire syndicale que nous perdons. Homme du combat d'idées, il est entré dans la mêlée au SNET-FEN (Enseignement Technique) dès sa sortie de formation, puis après 1966 au SNES, dans une période

où le débat syndical devait affronter de fortes divergences idéologiques. Il y incarnait longtemps, avec une poignée d'enseignant-es, le courant Unité et Action. Avec d'autres, il appelait ce courant : la tendance anti-tendance. Totale-ment engagé, il n'a pas ménagé son temps. Gérard était de ces militants pétris d'une force qui les habite. C'était un éducateur. Son militantisme était enseignant. Il luttait contre l'obscurantisme. Il n'aimait pas qu'on comprenne mal. Gérard était aussi un organisateur de premier plan, travaillant sans relâche avec le collectif à la définition des propositions théoriques et des modalités d'actions appropriées avec en ligne de mire la transformation sociale. Ce sont des camarades comme lui, engagés dans l'action collective, qui ont construit la FSU et l'ont fait grandir.

Lorsque elle s'est installée à la Gare de l'Etat, Gérard s'est impliqué dans la pépinière incroyable de retraité-es de la FSU44, et



Notre camarade et ami Bernard Colou n'est plus. C'était un militant passionné, assoiffé de connaissances,

un homme jovial dont la curiosité de l'autre le faisait

naturellement entrer en conversation avec quiconque. Très tôt investi syndicalement, il a été le premier secrétaire départemental du SNUIPP et a œuvré à l'installation de la FSU 44 avec la volonté que l'expression nécessaire des divergences liées aux courants ne puisse nuire aux intérêts communs de ceux que le syndicalisme défend.

A la retraite, il s'est consacré au syndicalisme de retraités convaincu que ces derniers doivent combattre pour leurs conditions de vie et prendre leur place dans la lutte pour une justice sociale sur des dossiers sociaux que les actifs n'ont pas le temps de traiter, à son grand désarroi. Pour lui, le discours militant engage notre responsabilité et ne peut faillir à l'à peu près ! Avec un souci de pédagogie, il parlait de l'origine des choses pour éclairer le présent et nous permettre de construire des revendications à long terme. Il était fier d'appartenir à la FGR-FP (Fédération Générale des retraités de la Fonction Publique) composée de fonctionnaires de diverses professions et syndicats et

de la FGR-FP (Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique). Retors à l'ordinateur, il écrivait à la main. Erudit de l'histoire du Conseil National de la Résistance, il a toujours insisté pour que la FSU explique Ambroise Croizat et les fondamentaux de la solidarité du système social français. Pour lui, il faut expliquer et comprendre pour agir. L'attachement de Gérard pour le Comité du Souvenir de Loire Atlantique, les martyrs de Chateaubriant, les commémorations de la Résistance, c'est encore et toujours faire œuvre éducative. N'oublier jamais. En ces temps de l'argent roi, d'égoctrismes érigés en principes de vie, de résurgences révisionnistes, rien n'est à oublier. Gérard nous le rappelait sans cesse : l'éveil de l'esprit est au prix de la connaissance. Le Snés et la FSU lui doivent beaucoup. Il restera avec nous, dans les boîtes crâniennes, aussi longtemps que nous continuerons ses combats. Il y a des profs qu'on n'oublie pas !

*Didier HUDE, Céline PELLA,
Yves LE DUFF, Anne MESNIER*

En cette rentrée qui nous a accaparé toutes et tous, nous avons eu l'immense tristesse d'apprendre le décès de notre camarade Hélène Dejenne. Militante engagée au SNES et à la FSU, dans la commission exécutive départementale de la FGR (depuis 18 ans), dans des collectifs ou associations, au sein de la bibliothèque associative Paul Eluard, elle n'a jamais cessé de s'investir, de s'indigner, de défiler à nos côtés et de se battre pour ses convictions. Nous tenons également ici à lui rendre hommage.



Céline PELLA

non syndiqués. Il y cultivait son sens du rassemblement et son habileté à tisser des liens pour renforcer nos forces combattives. Ainsi est né le Pôle des retraités 44 (associations de la Police, de la gendarmerie, officiers marins, sous officiers, la Poste, Orange) qui aujourd'hui s'associe aux actions de l'intersyndicale retraités et mènent ses propres actions. Tour à tour secrétaire départemental, délégué régional et à la Commission Exécutive Nationale, il a contribué à éclaircir bien des débats et à construire les orientations de la FGR.

Son humanisme profond l'a entraîné vers de nombreux engagements (PCF, MRAP, Mouvement de la paix, AFPS, Secours Populaire, ADMD, Comité du souvenir, ARAC, Libre Pensée). Cette diversité de combats lui semblait essentielle pour faire vivre une démocratie offensive sur chacun des problèmes de la société. Il fait partie de notre histoire de militants et nous laisse en héritage un combat exigeant à continuer pour une société plus juste.

Monique RAMÉ